

● (1532)

Je le répète, les problèmes qui assaillent le Canada aujourd'hui ne sont pas seulement de nature économique. Ils apparaissent moins bien clairement aux néo-démocrates et aux conservateurs. Les problèmes du Canada sont aussi d'ordre linguistique et culturel, car on se demande quelle place doivent occuper ces deux réalités dans la société canadienne. Il y a aussi des problèmes qui découlent de la responsabilité et de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'électorat; la répartition des richesses et des pouvoirs constitutionnels. Enfin, il y a aussi des problèmes liés à l'expression et à l'identité régionales.

Seul le parti libéral, comme l'a démontré le premier ministre, reconnaît la dualité des défis qui se posent au Canada. Notre parti admet la nécessité de procéder au réaménagement des pouvoirs constitutionnels de manière à satisfaire les aspirations culturelles, linguistiques et régionales. Cependant, monsieur l'Orateur, notre parti se rend compte également qu'il importe de maintenir un gouvernement central fort, un gouvernement qui soit au-dessus des aspirations partisans, de manière à tenir compte des intérêts collectifs de tous les Canadiens; et, monsieur l'Orateur, le gouvernement central a le pouvoir constitutionnel d'agir de la sorte. Quant à moi, je m'avoue un centraliste impénitent, et je n'ai aucun scrupule à en donner les raisons.

Au cours des 20 dernières années, la proportion du produit national brut que représentent les dépenses publiques, a progressé pour atteindre près de 42 p. 100. Certes, au cours de cette période, les dépenses fédérales ont augmenté, mais moins vite cependant que celles des provinces et des municipalités. Depuis 1955, les dépenses du gouvernement fédéral sont sept fois plus élevées, celles des provinces vingt fois et celles des municipalités dix fois. Bien que la portion des biens et des services consommés par le secteur public se soit accrue en termes absolus jusqu'à 42 p. 100, la part du gouvernement fédéral est passée de 60 p. 100 qu'elle était après la guerre, à seulement 40 p. 100 aujourd'hui.

C'est une réalité frappante. Le gouvernement du Canada rend compte de 40 p. 100 de toutes les dépenses publiques et les provinces et les municipalités accaparent le reste. Alors que dans deux autres confédérations industrielles, les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, la proportion est de 60 contre 40.

On est en train de faire une erreur fondamentale dans le débat sur l'unité nationale. Les détracteurs du présent accord constitutionnel prétendent que de nombreux Canadiens sont ignorés par le gouvernement fédéral. Ces citoyens seraient tenus à l'écart du processus de prise de décisions au niveau fédéral. On prétend ainsi qu'il conviendrait de conférer davantage de pouvoirs aux provinces. Je suis d'accord en ce qui concerne la prémisse, mais non en ce qui concerne la conclusion. Il est certain que si les institutions et la bureaucratie fédérales ne répondent pas aux besoins des Canadiens, ces institutions, qu'il s'agisse du Sénat, de la Chambre des communes, de la Cour suprême ou de la Commission de la Fonction publique, devraient être modifiées. Le fait de confier davantage de pouvoirs aux provinces ne serait pas une bonne solution.

Dans un discours que j'ai prononcé à la Chambre l'année dernière, j'ai proposé qu'on apporte certaines modifications institutionnelles à la Chambre des communes, comme un système de représentation proportionnelle qui ranimerait la

L'Adresse—M. Collenette

confiance des Canadiens dans le Parlement. Nous ne pouvons le faire qu'en modifiant le mode d'élection des députés. Comme l'a dit le premier ministre, nous pouvons également apporter des modifications au Sénat et à la nomination des juges de la Cour suprême.

Nous pourrions également décentraliser non seulement l'organisation administrative de la Fonction publique, mais également les processus de prise de décisions de façon que les directeurs régionaux aient une autorité suffisante pour adapter la politique gouvernementale aux différents besoins des régions.

En tant qu'État fédéral, le Canada est l'État le plus décentralisé au monde. Tout pouvoir supplémentaire confié aux provinces affaiblirait les prises de décisions nationales et ferait du Canada une vague union d'États indépendants où l'on noterait une grande différence dans les services offerts par le gouvernement dans le domaine des soins médicaux, du sort réservé au troisième âge, de l'éducation supérieure, des normes de logement, ainsi que dans de nombreux autres domaines. Est-ce là ce que souhaitent les Canadiens, monsieur l'Orateur? Ce n'est pas ce que je souhaite et je suis sûr que ce n'est pas ce que souhaite le parti libéral. Je suis sûr que ce n'est pas ce que souhaite le gouvernement. Ce sera aux Canadiens d'en décider aux prochaines élections fédérales.

Si nous avons le devoir de ranimer la confiance des citoyens dans le processus parlementaire canadien afin de traiter le problème de l'unité nationale il est tout aussi essentiel qu'en tant que parlementaires, nous ranimions la confiance des Canadiens dans tout ce qui représente la nation, et en particulier dans notre économie.

Contrairement à ce que pense l'opposition, je crois que le gouvernement a géré au mieux notre économie pendant les temps difficiles de ces dernières années. En fait, comme l'ont signalé le premier ministre et le ministre des Finances (M. Chrétien), nos problèmes économiques sont les mêmes que ceux que connaissent tous les pays industrialisés, et à quelques exceptions près, ils ne sont même pas aussi graves que ceux qui assaillent nos principaux partenaires commerciaux.

Ce n'est pas de la faute du gouvernement si les Canadiens ont perdu confiance dans notre économie. On ne peut que s'en prendre aux critiques du monde des affaires, des organes d'information et de l'opposition parlementaire qui font preuve d'un tel négativisme, d'un tel pessimisme à l'égard d'un pays aussi grand et qui a un avenir aussi prometteur que le nôtre.

Le chef du parti néo-démocrate a dit que le Canada faisait face à une autre grande dépression. C'est de la foutaise. Je me demande ce que les Canadiens pensent d'un dirigeant politique comme le député d'Oshawa-Whitby dont les déclarations exagérées et exaltées ont gravement porté atteinte au respect que pouvaient avoir pour lui les députés et l'ensemble des Canadiens.

Voyons les choses en face, monsieur l'Orateur. Depuis dix ans, le Canada a dépassé les États-Unis si l'on tient compte de tous les facteurs économiques. Il est vrai que depuis deux ans, la position concurrentielle du Canada s'est détériorée parce que sa productivité a diminué et que l'échelle des salaires a augmenté. Cependant, le programme de lutte contre l'inflation et la dévaluation du dollar ont réussi à faire baisser le prix élevé de la main-d'œuvre canadienne.